L'histoire du temps présent

Europe divided and undivided

Les lignes de faille historiques de l'Europe, Norman Davies, 1996

De Denis Scuto

La semaine dernière, une majorité d'électeurs et d'électrices britanniques ont voté pour le *Leave* dans le référendum sur le Brexit. Je me suis demandé quelle entrée choisir pour remettre cet événement dans une perspective historique. Pourquoi pas, me suis-je dit, jouer au Gentleman en donnant la parole à un historien britannique?

Cet historien s'appelle Norman Davies. Historien anglo-polonais, pour être précis, né à Bolton (Lancashire) en 1939, professeur pendant de longues années à la School of Slavonic Studies de l'University of London, spécialiste de l'histoire de l'Europe de l'Est, il fut connu du grand public par un pavé magistral, "Europe - A history", paru en 1996. Un best-seller malgré ses 1.200 pages. Même si beaucoup de lecteurs ont sans doute lu avant tout les "Capsules" de l'ouvrage, de petits encadrés originaux consacrés à des noms et sites historiques et à leur signification, de Catacombi à Condom, d'El Cid à Montaillou, de Potemkin à Taxis. Une seule capsule est consacrée à l'histoire de la construction européenne. Elle porte le titre EMU, l'abréviation de European Monetary Union. Davies y rappelle que les premiers plans d'une monnaie unique européenne, la Reichsmark, furent échafaudés par la Deutsche *Reichsbank* en été 1940 pour l'Europe occupée par l'Allemagne nazie. Le projet économique se heurta aux réalités politicomilitaires de la défaite et de la capitulation allemandes. Une deuxième tentative fut entreprise trente ans plus tard avec le plan (Raymond) Barre", puis le "plan (Pierre) Werner", avant que l'initiative du président britannique de la Commission européenne, Roy Jenkins, n'aboutisse au European Monetary System et à l'Ecu. Ici également, il a fallu créer d'abord un cadre politique, avec l'Acte Unique (1986) et le Traité de Maastricht (1992), pour ouvrir la voie à l'Euro.

Le titre de Davies est légèrement trompeur. A ses yeux, il n'y a pas une Europe, mais des Europes, non pas une seule histoire de l'Europe mais un nombre infini de possibilités d'écrire l'histoire de l'Europe. Dans son introduction, il cite son maître Alan J. P. Taylor, plus iconoclaste encore que son disciple Davies: "European History is whatever the historians wants it to be. It is a summary of events and ideas, political, religious, military, pacific, serious, romantic, near at hand, far away, tragic, comic, significant, meaningless, anything else you would like it to be. There is only one limiting factor. It must take place in, or derive from the area we call Europe. But as I am not sure what exactly that area is meant to be, I am pretty well in haze about the rest.

Avec la même dose de scepticisme ironique, Davies aborde la description historique du processus d'intégration européenne. Les titres des chapitres sont en latin. L'ère des deux

guerres mondiales (1914-1945) s'appelle Tenebrae. Et l'époque qui va de 1945 à 1991 n'est pas intitulée Renatio mais Divisa et Indivisa

Lorsque la France disait non

Comme d'autres historiens, Davies souligne que le moteur de ce processus est d'abord économique, avec la CECA et le Traité de Rome. Le fil rouge est la suppression progressive des barrières commerciales, un projet d'intégration économique qui eut un profond impact sur le commerce et les conditions de vie des gens dans les pays membres. Et ces conditions de vie furent meilleures dans ces pays membres de la CEE que dans ceux qui n'en furent pas membres. Voilà pourquoi la Grande-Bretagne a frappé à la porte de la Communauté e ropéenne. Davies rappelle que par deux fois, en 1961 et en 1967, elle voulut y entrer. Sans succès, à cause du véto de la France de De Gaulle. Sous la régie du défenseur de l'"Europe des Patries", le gouvernement français pratiqua à la même époque la politique de la chaise vide en boycottant les réunions du Conseil des ministres à Bruxelles. Par le compromis de Luxembourg de 1966, la France obtient que les questions d'"intérêt vital" national soient prises à l'unanimité au Conseil et non par un vote majoritaire, empêchant donc un pas important vers davantage d'intégration européenne.

La Grande-Bretagne n'est admise qu'à sa troisième tentative, en 1973, ensemble avec l'Irlande et le Danemark. L'Europe des Neuf devint l'Europe des Dix avec l'adhésion de la Grèce en 1981, puis l'Europe des Douze avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal en 1986. Le sceptique Davies consent qu'un projet historique novateur est né en quelques décennies, pour la première fois une association volontaire et pacifique entre nations européennes égales en droit tout en objectant que le projet d'une Europe militaire et politique commune n'a, lui, pas avancé. Comme critère majeur de ce projet d'union limité mais novateur, Davies relève la volonté des Etats membres de rompre avec les traditions nationalistes, impérialis-

tes ou totalitaires du passé. Tout en restant prudent également dans ce domaine: "Only time would tell whether the change was permanent."

Le tout en plus seulement pour l'ouest du continent, pour la partie située à l'ouest de l'*Îron* Curtain. Et puis, un soir de novembre 1989, un mur tomba. Tous ceux et toutes celles qui ont vécu ce moment et qui sont honnêtes avec eux-mêmes et n'ont pas encore déformé la mémoire de ces événements vécus, savent que personne n'avait prévu cet enchaînement d'événements et encore moins la vitesse des mutations qui allaient suivre. Davies se plaît à le souligner. Deux générations avaient vécu avec cette certitude: l'Ouest était l'Ouest et l'Est était l'Est. Réfléchir sur les connections entre ces deux mondes n'était pas de mise. Par exemple au fait que le succès de la Communauté européenne était devenu un puissant facteur de dé clin du "Ostblock".

Davies nous rappelle aussi le "mois de la décision", décembre 1991. Le 1^{er} décembre 1991, 92,3% des Ukrainiens, donc également la minorité russe, votent pour l'indépendance de l'Ukraine. Le 8 décembre, dans le dos de Gorbatchev, les leaders de la Russie, de l'Ukraine et la Biélorussie. Boris Eltsine. Leonid Kravtchouk et Stanislas Chouchkievitch, se rencontrent à Minsk et décident que l'Union soviétique devrait être dissoute, dissolution qui devient effective le 26 décembre. Le 9 et 10 décembre 1991, les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne se réunissent à Maastricht pour négocier un Traité sur l'Union européenne qui sera signé dans la même ville, le 7 février 1992. Le plus grand pas en avant de l'intégration européenne depuis le Traité de Rome, avec notamment la décision de l'union économique et monétaire et l'introduction d'une citoyenneté européenne à côté de nombreux nouveaux domaines de compétence pour l'Union.

Un pas historique, mais l'iconoclaste Davies pose ici également la question si ce ne fut pas en même temps un pas en direction d'une Europe "à géométrie variable", d'une "Europe à deux vitesses". Cette fois-ci ce ne sont plus les Français - Mitterrand est au pouvoir et non plus De Gaulle mais les Anglais qui font bande à

part, en négociant un opting out de l'union monétaire et en refusant de signer le protocole de Maastricht sur la politique sociale.

Après la chute du Mur de Berlin, l'essai de Francis Fukuyama "The End of History?" de 1989 augurait la fin de l'histoire caractérisée par la victoire de la démocratie libérale et de l'économie de marché, en citant d'ailleurs par la suite la construction européenne comme meilleure illustration de sa théorie. J'étais content de lire que les théories de Fukuyama ont autant amusé Davies que moimême. Voici ce que Davies écrit en 1996 sur la prédiction de Fukuyama: "Nothing could have been further from the truth: Europe was locked in an intense period of historical change with no end in view."

But what sort of Europe?

L'historien fut meilleur pronostiqueur que le politologue. Non la fin mais des changements permanents et rapides étaient à l'ordre du jour. L'histoire de l'Europe n'était pas terminée. De vieux et de nouveaux Etats frappèrent à la porte de l'UE. Et dans les décennies qui suivirent, les acteurs de cette institution se demandèrent quels changements étaient souhaitables et faisables. Un approfondissement de l'Europe ou son agrandissement? Demander une convergence économique comme condition de l'approfondissement risquerait de retarder l'agrandissement pour une longue période. Mais un agrandissement conduirait peut-être à des coûts économiques et des retombées sociales incalculables. Les problèmes rencontrés dès la ratification du Traité de Maastricht - la population du Danemark avait dit non dans un premier référendum et dit oui dans un deuxième référendum, mais seulement après la concession de quatre possibilités d'*opting out* –, ces problèmes n'étaient rien comparé aux résistances futures à attendre si l'intégration et l'agrandissement de l'UE n'étaient pas rééquilibrés.

Davies l'écrit dès 1996, en citant le poète Arthur Rimbaud qui écrivit dans "Le Bateau ivre" en

"Fileur éternel des immobilités

Je regrette l'Europe aux an-

ciens parapets!"

Pas facile d'imaginer une Europe sans ses vieux murs. "Europe yes. But what sort of Europe?" La vision politique et morale des fondateurs de l'Europe, vision imprégnée non seulement par les catastrophes de deux guerres et d'une crise économique mondiales mais aussi par le monde de la Guerre froide, était déjà presque oubliée dans les années 1990 et n'est plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir, très flou. Ou, comme l'a récemment formulé l'historien Pieter Lagrou, ce n'est plus la vision positive et ses défis qui sont thématisés mais le spectre de cette ère de catastrophes, un discours sur l'Europe par défaut, qui joue à faire peur. Ne réfléchissez pas de façon critique sur les tensions qui traversent le projet européen, sinon le méchant moustachu revient. Ne soyez pas sceptiques et ne critiquez pas trop, sinon la guerre et la barbarie reviennent.

Les tensions et les contradictions, Davies les a thématisées dans son ouvrage. Son livre est vieux de deux décennies, mais les tensions décrites n'ont pas disparu mais se sont amplifiées. Les projets d'union monétaire et d'union politique ont été découplés. L'union monétaire a même été introduite sans qu'il y ait une union fiscale. L'espoir que l'immersion de la DMark dans l'euro et sa disparition empêcheraient l'hégémonie d'une Allemagne réunie ne s'est pas réalisé. L'Allemagne est de loin le pays le plus puissant de l'UE. L'agrandissement à 28 pays s'est fait sans un approfondissement tangible de l'intégration européenne.

En plus, la crise financière et la crise de la dette avec les problèmes sociaux qu'elle a accentués dans les Etats de l'UE montrent depuis des années que les acteurs de la politique européenne ont surestimé leur pouvoir d'organisation et de maîtrise du processus tout en sous-estimant la puissance de traditions nationales et nationalistes dans les Etats-nations postclassiques du 21^e siècle, des forces qui résistent à un approfondissement du processus d'intégration européenne. Dans l'Union européenne d'aujourd'hui, ce qui prédomine ce sont d'un côté des mentalités nationales, régionales, locales et de l'autre des cultures globalisées, mais non une identité européenne. Et bien avant Brexit, les acteurs politiques de l'Union européenne n'ont cessé de donner le spectacle de leurs divisions.

"Europe divided and undivided". Comme l'a montré le référendum de la semaine dernière, le titre du dernier chapitre du livre de Norman Davies de 1996 n'a rien perdu de son actualité.



Lauschtert och dem Denis Scuto säi Feuilleton op Radio 100,7, all Donnesch-

deg um 9.25 Auer (Rediffusioun 19.20) oder am Audioarchiv op www.100komma7.lu.